

LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 56 - mars 2009 - 4,50 €*



Concours de la Résistance et de la Déportation

Les lauréats nationaux à l'honneur

LE CNRD : UN CONCOURS QUI ALLIE « LA RIGUEUR DU TRAVAIL D'HISTORIEN ET LA PASSION DE L'ENGAGEMENT CIVIQUE »

En 2008, 42 508 élèves ont participé au Concours national de la Résistance et de la Déportation, dont le thème était : « L'aide aux personnes persécutées et pourchassées en France pendant la Seconde Guerre mondiale : une forme de résistance ». Le 9 décembre dernier, les lauréats nationaux, qu'entouraient leurs enseignants et de nombreux représentants des associations et fondation de résistants et de déportés recevaient leurs prix au cours d'une cérémonie durant laquelle l'utilité civique de ce concours fut largement soulignée.

Le palmarès national

Le jury du concours national de la Résistance et de la Déportation a désigné les lauréats pour l'année scolaire 2007-2008. Les établissements sont classés par ordre alphabétique de l'académie.

Première catégorie.

Classes de tous les lycées.

Devoirs individuels :

- Camille Lavoix, lycée François Magendie, Bordeaux (Gironde) ;
- Julia Guezbar, maison d'éducation de la Légion d'honneur, Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) ;
- Floriane Loctin, lycée Gabriel Voisin, Tournus (Saône-et-Loire) ;
- Enzo Francheschini, lycée Albert 1^{er}, Monaco (Alpes-Maritimes).

Deuxième catégorie.

Classes de tous les lycées.

Travaux collectifs :

- Une classe de première S du lycée Léon Blum, Créteil (Val-de-Marne) ;
- Trois élèves de première ES1, lycée Vincent d'Indy, Privas (Ardèche) ;
- Une classe de première ES1, lycée Robespierre, Arras (Pas-de-Calais) ;
- Une classe de première S1 européenne, lycée la Fontaine des Eaux, Dinan (Côtes-d'Armor).

Troisième catégorie.

Classes de troisième de collèges.

Devoirs individuels :

- François Barety, collège du Lazaro, Marcq-en-Baroeul (Nord) ;
- Anaïs Bézanger, collège de la Prairie, Meymac (Corrèze) ;
- Yumi Usson, collège des trois Vallées, Florac (Lozère) ;
- Hélène Vouaux, collège Marquette, Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle).

Quatrième catégorie.

Classes de troisième de collèges.

Travaux collectifs :

- Quatre élèves du collège des Cygnes, Longpré-les-Corps-Saints (Somme) ;
- Vingt élèves du collège les Tilleuls, Claye Souilly (Seine-et-Marne) ;
- Huit élèves du collège le Colombier, Dun-sur-Auron (Cher) ;
- Douze élèves du collège Jean Jaurès, Castres (Tarn).



Photo Frantz Malassis.

La cérémonie de remise des prix

Le mardi 9 décembre après midi, après avoir été accueillis par François Jacob, chancelier de l'Ordre de la Libération et avoir visité le Musée de l'ordre de la Libération, les lauréats et leurs professeurs ont reçu leurs prix à l'occasion d'une cérémonie solennelle dans le Grand salon de l'Hôtel national des Invalides à Paris en présence de personnalités du monde combattant et des autorités de la Défense et de l'Éducation nationale.

Après que Marie-Hélène Joly, adjointe au directeur de la mémoire du patrimoine et des archives ait souhaité la bienvenue aux élèves, aux professeurs et aux invités, Joëlle Dusseau, inspectrice générale d'Histoire-Géographie et présidente du jury national a donné des informations sur la participation à ce concours pour l'année 2007-2008. Elle a certes indiqué une baisse de participation de 8,3 % par rapport à l'année précédente avec 42 508 candidats tout en soulignant que ce concours, initié par la CNCVR, demeurait toujours le premier des concours scolaires.

Joëlle Dusseau a expliqué que par ce thème, le jury a voulu « valoriser la réaction humaine, la solidarité individuelle pour aider le parachutiste anglais égaré, le résistant poursuivi, la famille juive pourchassée ».

Jean Gavard, vice-président de la Fondation de la Résistance, s'est réjoui de l'impact considérable de ce concours sur les collégiens et lycéens. Concours, qui a-t-il précisé « n'est pas une fin en soi » mais le début d'une longue réflexion. À cet égard, il a informé que la Fédération nationale des Lauréats du Concours de la Résistance et de la Déportation était en train d'être créée à côté de l'association des lauréats du CNRD qui n'a jamais été dissoute mais qui est tombée en déshérence. Il a invité tous les participants à former des associations de lauréats dans leurs départements. Ces associations leur permettront de poursuivre les études et recherches que leur participation au concours les a encouragés à entreprendre, de s'impliquer dans la transmission de la Mémoire de la Résistance et à la Déportation mais également d'assurer la promotion du CNRD.

Michel Suchod, directeur de cabinet de Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens combattants a, quant à lui, mis en exergue l'originalité et la portée civique du concours national de la Résistance et de la Déportation qui est « l'épine dorsale de notre action en faveur des jeunes générations ».

Puis, Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale a rappelé son attachement à ce concours « l'une des plus belles manifestations qui scandent l'année scolaire ». Il a ensuite manifesté son intérêt pour le thème 2008 qui révèle que beaucoup de citoyens anonymes ont montré « leur courage et leur sens du droit, une capacité d'héroïsme au quotidien » et « ont racheté l'humanité à un moment où l'humain était piétiné ».

Puis lecture fut faite du palmarès. Les élèves et les professeurs se sont alors succédés à la tribune pour recevoir leurs prix aux applaudissements de l'assistance.

À la fin de la cérémonie de remise de prix, Jean Gavard a offert le prix spécial de la Fondation de la Résistance à huit lauréats. Ce prix spécial a été créé en 2001 par Lucie et Raymond Aubrac qui ont versé à la Fondation de la Résistance les dommages et intérêts qu'ils avaient perçus à l'issue d'un procès. Chaque année, grâce aux revenus de cette somme, la Fondation de la Résistance peut récompenser plus particulièrement les lauréats des catégories devoirs individuels.

Le lendemain, achevant leur séjour de deux jours à Paris, les lauréats et leurs professeurs ont pu découvrir les salles consacrées à la Seconde Guerre mondiale du Musée de l'Armée ainsi que l'Historial Charles de Gaulle. Ces deux visites ont permis aux élèves de nourrir leur réflexion sur la Résistance et les valeurs civiques dont elle est porteuse qui sont autant de sources d'inspiration dans leur vie de futurs citoyens.

Frantz Malassis

CONFÉRENCE

René Lévy, président de l'UDCVR des Hauts-de-Seine, évoquera le rôle joué par Roosevelt et Churchill pendant la Seconde Guerre mondiale à l'occasion d'une conférence qu'il donnera le samedi 4 avril 2009 à 14h30 au théâtre Chézy - 4, rue Chézy - Neuilly-sur Seine. Entrée libre.

En couverture : Les lauréats nationaux du CNRD 2007-2008 accompagnés de leurs professeurs. Photo Frantz Malassis.



LE MOT DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE

Concours

- Palmarès et remise des prix du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2007-2008.... p. 2

Mémoire et réflexions

- Les lieux de mémoire dédiés au général Leclerc à Alençon, Paris et Strasbourg..... p. 4
- Le colloque « Les militaires dans la Résistance en Dauphiné-Savoie 1940-1944 ». p. 6

Hommage..... p. 7

- Jacqueline Pardon nous a quittés
- Inauguration du buste de Jean Mattéoli au CES

Autour d'une photographie

- Dukson, « un oublié de l'histoire » de la Libération.....p. 8

L'activité des associations affiliées

- Mémoire et Espoirs de la Résistance ... p. 10
- AERI p. 12

Livres p. 14

CNCVR

- Les prochaines Journées annuelles de la Fondation de la Résistance dans l'Ain p. 16

Ce numéro comporte un encart jeté : le programme et la fiche d'inscription aux prochaines journées annuelles de la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Télécopie: 01 53 59 95 85
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: fondresistance@club-internet.fr
Directeur de la publication: Pierre Sudreau,
Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication:
François Archambault
Rédacteur en chef: Frantz Malassis
Rédaction: Marc Fineltin, Hervé Guillemet,
Bruno Leroux, Frantz Malassis,
Jean Novosseloff, Laurence Thibault.
Maquette, photogravure et impression:
SEPEG, Boulogne-Billancourt 92100.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 16 €. n° 56: 4,50 €
Commission paritaire n° 1110A07588 – ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Le 9 décembre dernier s'est déroulée la remise officielle des prix aux lauréats nationaux du concours scolaire de la Résistance et de la Déportation qui fut l'occasion de souligner l'importance de ce rendez-vous scolaire qui, cette année encore, a mobilisé plus de 42 000 élèves volontaires.

Né de la volonté de la Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance il y a plus de cinquante ans, officialisé par le ministère de l'Éducation nationale en 1961, ce concours scolaire est de loin le plus important en terme de participation avec un succès qui ne s'est jamais démenti dans le temps.

La raison en est simple. Qu'ils soient amenés à réfléchir sur les raisons de l'engagement des résistants ou bien sur les valeurs universelles des Droits de l'Homme bafouées par les nazis dans les camps de concentration et d'extermination, les candidats sentent bien que leur participation à ce concours n'est pas une fin en soi mais le début d'une longue interrogation sur notre société et son devenir.

En effet, les rencontres qu'ils sont amenés à faire avec les acteurs de cette période fondatrice de notre Histoire les marquent durablement. Les témoignages qu'ils reçoivent ainsi sont autant de messages d'espoir qui ensemencent leur conscience de futurs citoyens responsables.

Aujourd'hui ce concours est à un tournant de son histoire. Nos rangs s'éclaircissant inéluctablement, il est de plus en plus difficile d'organiser les rencontres témoins-élèves qui sont l'un des fondements de ce concours. Par ailleurs, pour les mêmes raisons, alors qu'il est soutenu et animé conjointement par les enseignants d'une part, les résistants et les déportés regroupés au sein d'associations, d'autre part; ces derniers sont malheureusement de moins en moins disponibles. Ce constat a amené le ministère de l'Éducation nationale à opéré des modifications sur l'organisation de ce concours et sur le fonctionnement de son jury.

Lors de l'assemblée plénière du Comité d'animation et de suivi qui s'est tenu à Caen à l'occasion des Journées annuelles de la Fondation, des discussions très nourries ont démontré le désir de la majorité d'entre vous de s'impliquer dans une réflexion sur l'avenir de ce Concours que vous avez contribué à faire naître. Conscient que la Fondation de la Résistance doit demeurer une force de proposition en ce domaine, au mois de mai prochain, le Comité d'animation et de suivi entamera une réflexion avec des représentants du ministère de l'Éducation nationale.

Ainsi, en veillant au devenir de cette pierre angulaire de la transmission de notre action et des valeurs civiques à destination des jeunes qu'est le Concours national de la Résistance et de la Déportation, nous sommes certains, qu'année après année, cette manifestation permettra que l'oubli ne l'emporte jamais sur la mémoire. ●



Pierre Sudreau

Président de la Fondation de la Résistance

Le 27 mai prochain à 18 heures 30, la Fondation de la Résistance ravivera la flamme sur la tombe du soldat inconnu, en vue de commémorer l'anniversaire de la première réunion constitutive du Conseil National de la Résistance.

Venez nombreux nous rejoindre à cette occasion. Le rendez-vous est fixé à 18 heures sous l'Arc de Triomphe. Nous demandons à cette occasion aux présidents de fondations et d'associations de résistants et de déportés d'être, dans la mesure du possible, accompagnés de leur porte-drapeau.

LES LIEUX DE MÉMOIRE DÉDIÉS AU GÉNÉRAL LECLERC À ALENÇON, PARIS ET STRASBOURG

La 2^e DB prend part à la campagne de France de son débarquement d'Angleterre le 1^{er} août 1944 jusqu'à la libération de l'Alsace en avril 1945. En neuf mois, ses soldats chassent l'occupant allemand des cités et des campagnes traversées, au prix quelquefois de manœuvres audacieuses et de l'aide de leurs habitants⁽¹⁾.

À la fin de la guerre, les élus locaux relaient le souhait de cette population de voir le souvenir de ce sacrifice s'inscrire durablement dans le paysage : c'est l'ajout, sur le monument aux morts de la Première Guerre mondiale, du nom des victimes locales tombées en 1944⁽²⁾; c'est l'apparition, le long de l'itinéraire emprunté par cette unité, d'une floraison de plaques, stèles ou autres monuments en hommage à ses combattants⁽³⁾.

Strasbourg, Paris et Alençon tour à tour font le choix symbolique d'élever une statue à leur libérateur. Quel sens doit-on donner aux différentes postures retenues par les artistes pour représenter Leclerc ? De quelle manière interpréter leurs points communs et leurs différences ?

Le 23 novembre 1951, le maire de Strasbourg Charles Frey inaugure sur la place Broglie la première statue élevée en France à la mémoire de Leclerc, mort quatre ans auparavant.

Celle-ci est constituée d'un obélisque au pied duquel se dresse sur un socle élevé la statue en bronze du général, que deux victoires ailées poussent vers l'avant ; sur l'arrière, les principales étapes de son parcours : «Tchad 1940, Koufra 1941, le Fezzan 1942, Tripoli et Tunisie 1943, Paris et Strasbourg 1944»; sur le fronton, une mention originelle : «Mort en service commandé le 28 novembre 1947».

L'ancien chef de la 2^e DB est représenté selon le choix du sculpteur Georges Saupique en tenue de combat, coiffé d'un képi, la canne à la main et en mouvement.

L'hommage de la capitale alsacienne à Leclerc doit donc être envisagé sous un double aspect. Monument réalisé dans le prolongement de sa mort, on en retrouve l'émotion grâce à sa dimension allégorique et par l'idée de sacrifice suggérée par les circonstances du décès. L'œuvre se fait en outre didactique car elle précise la chronologie des victoires et lorsque, par la suite, elle se voit rajouter la précision «Maréchal de France 25 août 1952».

L'hommage tardif de Paris

La ville de Paris avait été peu prompte à attribuer à l'une de ses artères le nom de Leclerc⁽⁴⁾; on observe la même lenteur pour se doter d'une statue à l'effigie de l'ancien chef de la 2^e DB : malgré une loi votée par le Parlement le 7 septembre 1948, le monument, situé porte d'Orléans, est inauguré seulement pour le trentième anniversaire de la libération de la capitale le 25 août 1969 !

L'histoire de celui-ci mérite que l'on s'y attarde. Après plusieurs années sans idée, un premier projet est enfin approuvé par le conseil municipal; il prévoit une tour triangulaire de 30 mètres de haut avec, à la base, sur un socle vert, une réplique en bronze du départ des Volontaires de Rude⁽⁵⁾. Mais le ministre de la Culture André Malraux annule cette décision et lance un appel d'offres à tous les sculpteurs intéressés : le projet initial est suspendu et la date d'inauguration retenue, le 28 novembre 1967, à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort du général, abandonnée. Un premier examen des candidatures se révèle si «calamiteux»⁽⁶⁾ qu'un délai supplémentaire est accordé.

C'est finalement le projet de l'architecte Raymond Subes et du sculpteur Raymond Martin qui est choisi. Autour de la statue devait s'organiser un lourd encadrement en aluminium formé de deux faisceaux assez épais lancés vers le ciel et reliés entre eux par un linteau sur lequel semblait se balancer



Monument Leclerc
à Strasbourg.

Photo Julien Tourelle



Collection Mémorial Leclerc / Musée Jean Moulin / Ville de Paris

Le 18 juin 1978, inauguration par le président Giscard d'Estaing et la maréchale Leclerc du monument Leclerc à Paris suite à sa profanation (à gauche). Le 12 août 1945, le général Leclerc inaugure une voie à son nom à Alençon. Photo extraite de la revue *Caravane* (revue des anciens de la 2^e DB) n° 285 (à droite).

une croix de Lorraine enchâssée par le V de la victoire. Mais le tollé est général, et pour l'inauguration, l'artiste doit retirer le linteau et la croix de Lorraine...

Le monument représente Leclerc en tenue de char, lunettes relevées sur le casque et main sur sa canne légendaire. Elle est posée sur un socle sur lequel figure la mention «Général Leclerc de Hauteclocque, Maréchal de France, 1902-1947».

En cette fin de décennie gaulliste, l'hommage s'est donc voulu grandiose et exclusivement centré sur le général; on y devine la volonté familiale d'un monument «non pas destiné à commémorer la libération de Paris mais d'un hommage de toute la France à l'action du général»⁽⁷⁾.

L'absence de référence à la troupe, toutefois, choque; elle sera prise en compte dans le réaménagement de l'ouvrage en 1997 pour le cinquantième anniversaire de la disparition de Leclerc : l'architecte Sylvain Dubuisson place la statue sur un piédestal en inox habillé de plaques de bronze sur lesquelles sont gravés les noms des 1 800 soldats de la 2^e DB.

Le monument actuel présente toujours la particularité de ne faire aucune allusion à la libération de la ville alors que Leclerc est avant tout connu des Français pour cela ! L'implicite, par définition, s'accorde pourtant bien mal avec la transmission du souvenir...

Le monument à la mémoire de Leclerc est inauguré à Alençon le 15 mars 1970. Ici également sa réalisation a été maintes fois reportée : son principe est pourtant voté dès le 27 février 1945 et le maire Marcel Hébert crée deux ans plus tard un comité ayant pour but de recueillir par souscription les fonds nécessaires !

Deux pans de murs formant une croix de Lorraine servent d'arrière-plan; on peut y lire

les dates importantes de l'histoire de la 2^e DB, de Mourzouk à Hanoï et des différentes paroles de Leclerc : «Tenez, tenez aussi longtemps qu'il le faudra, la victoire finale est certaine et mérite tous les sacrifices. Les mobiles qui nous poussaient furent l'amour-propre et la fierté nationale; puissent ses sentiments subsister demain».

La statue de Leclerc est au centre de la construction. Le sculpteur André Arbus s'est de toute évidence largement inspiré du monument parisien : Leclerc est représenté dans la même tenue et sur la même posture que dans la capitale, sur un socle où l'on peut lire le même texte.

L'hommage de la ville de l'Orne associe les victoires militaires de Leclerc obtenues entre 1940 et 1944 à ses succès indochinois de 1945 et 1946; le séjour en Asie de l'ancien chef de la 2^e DB est assimilé à un succès : le temps a permis de mieux comprendre son action et le contexte international, dominé par les difficultés de l'armée américaine au Vietnam, accentue pareille conviction.

Les deux citations, choisies soigneusement à des époques différentes, semblent à la fois vouloir donner un sens à ses combats et transmettre des valeurs morales; entre volonté de reconnaissance et désir de justification, elles révèlent pourtant une moins grande certitude dans les consciences, prélude aux remises en question des années 1970.

Représenter Leclerc

À Alençon, Paris et Strasbourg, les monuments représentent Leclerc en tenue militaire et en mouvement; chaque artiste a souhaité donner de Leclerc l'image d'un chef proche de ses soldats et d'un homme courageux souvent à l'avant du combat.

Diverses influences dont l'auteur n'est pas forcément conscient mais dont il se nourrit peuvent le conduire à transmettre une part d'inattendue. Ces œuvres n'échappent pas à la règle, elles qui sont un témoignage indirect des évolutions successives de ce que l'on a voulu transmettre de l'ancien chef de la 2^e DB.

L'image de celui-ci aurait pu en souffrir; elle s'est au contraire enrichie de ces changements de mœurs successifs, au point d'en avoir fait un atout au moment délicat de la transmission de cette mémoire des témoins aux historiens. ●

Julien Toureille
professeur de Lettres Histoire en lycée
Doctorant en Histoire
Membre du Conseil scientifique
Mémorial Leclerc, Musée Jean Moulin,
Musée de la Libération de Paris

(1) Pour plus de renseignements sur cette période, on pourra lire l'ouvrage du général Jean Compagnon intitulé : *Leclerc* (Paris, Flammarion, 1994, 627 p.)

(2) Conférence de Jean-Louis Panicacci «Les lieux de mémoire lapidaires de la Grande guerre dans les Alpes-Maritimes», Faculté des Lettres, Nice, novembre 2006.

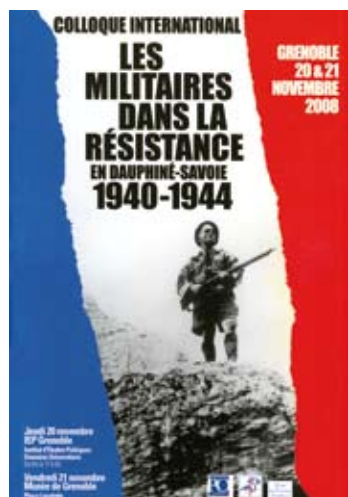
(3) Julien Toureille, «Les voies Leclerc en France : enquête sur une composante méconnue d'une mémoire reconnue», Journée d'études organisée par l'Institut Charles de Gaulle, Paris, juin 2007.

(4) *Ibid.*

(5) *Caravane*, revue des Anciens de la 2^e DB, février 1966.

(6) Sous la direction de Jean Colson et Marie-Christine Lauroa, *Dictionnaire des monuments de Paris*, éditions Hervas, 1992.

(7) *Caravane*, juin-juillet 1966.



LE COLLOQUE « LES MILITAIRES DANS LA RÉSISTANCE EN DAUPHINÉ-SAVOIE 1940-1944 ». GRENOBLE, LES 20 ET 21 NOVEMBRE 2008

Les 20 et 21 novembre 2008 s'est tenu à Grenoble un colloque sur « Les militaires dans la Résistance en Dauphiné-Savoie 1940-1944 », organisé par l'Institut d'études politiques de l'université Pierre Mendès-France (Grenoble), la Société des écrivains dauphinois et l'Union des troupes de montagne. Cette rencontre, soutenue par la Fondation, combinait l'étude d'une région et des aperçus sur le contexte national et international. Elle a rassemblé des historiens de toutes origines (universitaires et militaires) et de diverses générations, permettant notamment à de jeunes chercheurs de présenter leurs travaux, tels Johanna Barasz, ancienne boursière de la Fondation, Sébastien Albertelli, ou Peter Lieb.

Sans prétendre synthétiser ces deux journées très riches, on en retiendra quelques apports indiquant les nombreuses pistes apparues, propres à renouveler un sujet finalement peu étudié. Claude d'Abzac-Epezy a d'ailleurs signalé que des statistiques sur la participation des militaires à la Résistance pourraient être entreprises à partir des dossiers d'épuration du Service Historique de la Défense (série R).

Les prémices : 1940-1942

Le professeur André Martel a rappelé la mentalité commune à la majorité des militaires avant novembre 1942 : leur approbation de la Révolution nationale, leur condamnation de la France libre, mais aussi le trouble provoqué chez eux par Montoire puis par le rappel de Weygand d'Afrique du Nord. Sur l'action des services spéciaux de l'armée d'Armistice, Claude d'Abzac-Epezy a exposé la richesse des archives saisies par les Allemands début 1943 puis gardées par les Soviétiques après guerre et accessibles depuis quelques années. Elles confirment qu'à côté de leur cible principale, l'Allemagne, ces services pistaient aussi les gaullistes, les SR alliés et accumulaient des renseignements sur tous les militaires qui s'engageaient dans la Résistance. Ceci pose d'ailleurs la question de la façon dont les Allemands ont utilisé ces documents après leur saisie.

Une table ronde sur les mouvements de jeunesse a été l'occasion d'évoquer l'importance de l'investissement des cadres militaires dans ces organismes (durant une période où, sur 30 000 officiers présents en métropole, seuls 8 000 font partie de l'armée d'Armistice) et la spécificité d'une région où, en 1943-44, sur deux jeunes appelés au STO, l'un devient un réfractaire. Après un point sur des institutions maintenant bien connues (Chantiers de Jeunesse; Uriage; les Compagnons de France, sujet d'une thèse non publiée de Rozenn de Kerangal-Tournemire), on a entendu le témoignage d'un ancien de Jeunesse et Montagne, par où passèrent Tom Morel et des cadres de la compagnie Stéphane. À propos du Camouflage du Matériel, le professeur Rainero a invité à une comparaison entre l'implantation de ces organismes d'encadrement de la jeunesse et la répartition des dépôts clandestins découverts

par les Italiens après novembre 1942 – dépôts qui, dans la région, portaient sur des quantités absolument considérables : des millions d'obus, 84 000 fusils-mitrailleurs, 24 chars...

L'heure des choix : novembre-décembre 1942

Outre le rôle de ces organisations de jeunesse, Jean-Claude Martin a apporté une typologie intéressante des facteurs propices au basculement dans la Résistance de nombreux militaires après l'invasion de la Zone Libre et la dissolution de l'armée d'Armistice. Un cas comme celui du général Lafargue, qui veut s'opposer aux occupants le 11 novembre 1942 mais refuse ensuite que ses cadres passent au maquis, est emblématique du fait que le passage du désir de Revanche à la Résistance n'est nullement automatique. Peuvent y contribuer les réseaux relationnels, l'entraînement du supérieur hiérarchique, l'appartenance de certains aux cercles sociaux d'officiers d'avant-guerre (cf. Monsabert, Leclerc, Huet, Virieu, de Galbert, etc.), et, régionalement, les liens matrimoniaux entre familles d'officiers. Gilles Vergnon a insisté sur l'importance des filières régionales (pas seulement alpines) d'engagement des militaires qui viennent encadrer le maquis du Vercors; selon lui, en R1 en tout cas, on ne peut considérer que ces engagements après novembre 1942 se résument à des choix purement individuels, comme le pensait Robert Paxton. Johanna Barasz a ajouté que, même dans certains engagements individuels d'alors, il y a une dimension collective, identitaire : il s'agit de continuer l'Armée, dont Vichy est maintenant privé (cf. la conservation des étendards).

Les militaires vus par leurs partenaires dans la Résistance

Sa propre communication ouvrait une série d'approches très intéressantes parce qu'intégrant les représentations que les militaires et leurs partenaires dans la Résistance ont les uns des autres. Ainsi, entre eux et les mouvements de Zone Sud, la méfiance persistera jusqu'à la Libération, n'empêchant pas cependant des ententes locales et l'union face à l'occupant. Sébastien Albertelli expliqua, pour sa part, le

point de vue du BCRA sur la Zone Sud : avant novembre 1942, les mouvements de cette zone sont jugés trop « politiques » et l'intéressent moins que ceux de Zone Nord; en revanche, un de ses objectifs est de noyauter l'armée d'Armistice afin qu'elle ne s'oppose pas à un coup d'état anti-Vichy (que l'on espère encourager). Après novembre 1942, la Zone Sud concentre désormais les principaux atouts militaires à ses yeux, avec le passage de nombreux officiers à la Résistance et la naissance des maquis; s'y ajoute le fait que les mouvements de Zone Nord sont jugés trop peu organisés. Du côté anglais, la communication de Michael Foot rappelait que, d'abord méfiants, les Britanniques se sont intéressés aux militaires français après l'évasion du général Giraud (avril 1942) et ont alors tenté de rallier des éléments de l'armée d'Armistice *via* leur réseau Carte, opération avortée à cause du débarquement en Afrique du Nord.

Les acteurs de la répression allemande

On terminera par la communication de Peter Lieb sur la répression exercée dans la région par les Allemands, marquée notamment par trois grandes opérations avant le débarquement (Glières, *Korporal*, *Frühling*) puis par l'attaque du Vercors. Jusqu'en avril 1944, les ordres d'exécution des captifs et d'incendie des bâtiments sont donnés par les agents de la *Sipo-SD* qui accompagnent les troupes en opération. À partir du mois de mai, la *Wehrmacht* peut le décider elle-même. Cette radicalisation des ordres reçus va se traduire par une radicalisation des actes, durant l'été 1944, de la part des unités dont les pertes augmentent. La *Wehrmacht* rejoint alors la *Sipo-SD* par ses méthodes – une *Sipo-SD* dont certains responsables en France viennent, en 1944, de l'*Einsatzgruppe C*, sur le front de l'Est.

Pour conclure, signalons que cette initiative a été l'occasion de commencer une étude prosopographique de militaires résistants. Elle est destinée à figurer dans les actes du colloque, mais on espère vivement qu'elle continuera à s'enrichir ensuite pour stimuler les recherches à venir. ●

Bruno Leroux

JACQUELINE PARDON NOUS A QUITTÉS

Jacqueline Pardon est née à Paris le 4 septembre 1921 dans une famille appartenant à la bourgeoisie libérale, aux idées de droite mais peu politisée. Son père est industriel, sa mère une catholique pratiquante, très attachée à la religion. Une bonne partie de sa famille a été anti-dreyfusarde. Jacqueline Pardon effectue toute sa scolarité au collège religieux de Notre-Dame de Sion où elle est amenée à assister à une conférence du Père Yves de Montcheuil, théologien jésuite qui met en garde contre l'idéologie nazie et son esprit anti-chrétien. Très catholique, très pratiquante, elle adhère aux Jeunesses étudiantes chrétiennes (JEC).

Elle passe son baccalauréat de philosophie puis décide de poursuivre des études de philosophie à l'université de Caen. Après un long périple en compagnie de sa sœur qui les mène sur les routes de l'exode entre la Normandie et la Loire, dans un premier temps rassurée par le discours du maréchal Pétain, elle rejoint sa mère à Paris.

Jacqueline Pardon reprend ses études de philosophie en Sorbonne en octobre 1940. Dans un cours de soutien, animé par deux agrégatifs, Robert Salmon et Philippe Viannay, elle présente un exposé sur « le goût du risque ». À la suite de cet exposé, Philippe Viannay, intéressé par sa personnalité, propose en février 1941 à Jacqueline Pardon de participer au mouvement qu'il est en train d'organiser, Défense de la France.

Cet engagement entier dans le mouvement de Philippe Viannay se fait avec quelques hésitations, quelques scrupules; de fait, elle reste alors très marquée par sa fréquentation assidue du milieu catholique, et très influencée par son confesseur, qui réproche ses choix d'engagement résistant. C'est la rencontre d'un Père jésuite, le Père Beinaert, qui la conforte dans sa volonté et l'encourage à s'engager pleinement dans la clandestinité. Ainsi, d'octobre 1942 à mai 1943, Jacqueline Pardon prend en charge, avec d'autres responsables du mouvement, la fabrication de faux papiers, la diffusion et le recrutement. Comme la plupart des femmes engagées dans

le mouvement, elle ne rédige aucun article pour le journal et n'a aucune responsabilité éditoriale ou politique. Par ailleurs, elle prête le pavillon de ses grands-parents maternels, situé au 121, rue d'Alésia à Paris, au mouvement; Philippe et Hélène Viannay y sont hébergés en 1943, et le pavillon sert de PC, de lieu de fabrication du journal (en particulier celui du 14 juillet 1943) et de lieu de réunions du comité directeur. Elle participe aussi à la distribution dans le métro du numéro du 14 juillet 1943.

Cette même année 1943, elle fait la rencontre dans un groupe d'étudiants catholiques de la Sorbonne de Geneviève de Gaulle, qui entre à Défense de la France. Elle rencontre également Jacques Lusseyran, responsable des Volontaires de la Liberté et qui adhère au mouvement. Jacques Lusseyran et Jacqueline Pardon se marieront après la guerre.

Le 20 juillet 1943, trahis par Elio Marongin, qui s'était infiltré dans le mouvement, de nombreux membres du mouvement sont arrêtés à la librairie « Au vœu de Louis XIII » par Bony, ou directement à leur domicile. Jacqueline Pardon en fait partie; elle est conduite au siège de la Gestapo, rue des Saussaies, et interrogée, brutalement parfois, mais sans tortures, une douzaine de jours de suite. Elle est souvent accompagnée de Jacques Lusseyran, qu'elle aide (il est aveugle), et grâce à leurs échanges et à la connaissance par Lusseyran de l'allemand, elle se limite à répéter ce que savent déjà les Allemands sur le groupe. Elle est ensuite incarcérée quelques mois à Fresnes, puis libérée en décembre 1943.

Philippe Viannay décide alors de la mettre au vert quelques semaines. En avril 1944, elle accompagne dans les maquis de Bourgogne et de Franche-Comté Claude Monod, membre de Défense de la France et chef FFI de la région D (Bourgogne Franche-Comté) et dont elle est l'adjointe.

De décembre 1944 à janvier 1945, Philippe Viannay la détache auprès du Mouvement de libération nationale, comme représentante de Défense de la France.



Collection privée Jacqueline Pardon

Puis, en avril 1945, elle participe à une mission de rapatriement des déportées; traversant l'Allemagne dévastée, chargée de recueillir des renseignements et d'effectuer des recherches sur des déportés connus, elle découvre brutalement la réalité de l'univers concentrationnaire, notamment les camps de Bergen-Belsen et de Neuengamme.

Après la guerre, elle retourne à la vie normale; enseignante en philosophie, elle participe activement à la vie associative du mouvement Défense de la France d'une part, ainsi qu'à celle du milieu issu de la Résistance (Association nationale des déportées et internées de la Résistance, Association pour des études sur la Résistance intérieure). Elle est coordinatrice du jury parisien du concours de la Résistance et de la Déportation ce qui lui donne l'occasion d'intervenir dans les établissements secondaires.

Jacqueline Pardon siégeait également au jury du prix Philippe Viannay-Défense de la France, créé en 1991 par les anciens résistants du mouvement Défense de la France, actuellement perpétué par la Fondation depuis la dissolution de leur association en 2006.

Elle nous a quittés le 15 janvier 2009. ●

Cécile Vast

Texte extrait du DVD

La Résistance en Ile de France réalisé par l'AERI



Photo Frantz Malassis

INAUGURATION DU BUSTE DE JEAN MATTÉOLI AU CES

Comme le veut la tradition du Conseil Économique, Social et Environnemental, le mardi 27 janvier dernier, un an jour pour jour après sa disparition, a été inauguré le buste de Jean Mattéoli qui a présidé à la destinée de cette 3^e assemblée constitutionnelle de France de 1987 à 1999.

Dans l'hommage qu'il a prononcé devant la famille et les amis de son prédécesseur, Jacques Dermagne, après avoir rappelé brièvement l'engagement de Jean Mattéoli dans la Résistance et sa carrière au service de la France des Charbonnages de France au ministère du Travail, a tenu à souligner le rayonnement international qu'il fit connaître au CES, « au plus grand profit de l'image et de l'influence de la France », en créant l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et Institutions similaires (AICESIS).

Sculpté par son ami François Cacheux (notre photo), résistant, déporté à Mauthausen, le buste de Jean Mattéoli rappelle désormais à ceux qui traversent la salle hypostyle du Palais Léna la force de caractère et la générosité de celui qui a présidé la Fondation de la Résistance de sa création en 1993 jusqu'en 2006.

Frantz Malassis

DUKSON, « UN OUBLIÉ DE L'HISTOIRE » DE LA LIBÉRATION



Le général de Gaulle accompagné de G. Bidault (à gauche) et A. Parodi (à droite) descend les Champs-Élysées. À droite on aperçoit Georges Dukson.

DR

Alors que les combats de la libération de Paris viennent tout juste de s'achever, le 25 août 1944 dans l'après midi le général de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) rétablit la légalité républicaine et l'autorité de l'État. Cependant, il manque au nouveau pouvoir la légitimité populaire. C'est chose faite le lendemain, lorsqu'après avoir ravivé la flamme sur la tombe du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe, l'homme du 18 juin, suivi de membres du GPRF, de plusieurs hauts responsables de la Résistance et d'officiers généraux, effectue la descente des Champs-Élysées sous les acclamations de centaines de milliers de Parisiens.

De nombreux opérateurs cinématographiques et des photographes ont immortalisé cet événement gravé désormais dans la mémoire collective comme l'apothéose du chef de la France libre entouré des acteurs majeurs de la Libération. Cependant sur quelques rares clichés qui ne sont pas passés à la postérité, on est intrigué par la présence d'un Africain le bras en écharpe qui se trouve en tête du cortège non loin du général de Gaulle. Il s'agit du sergent Georges Dukson, un « oublié de l'histoire », dont Éric Lafon, conservateur au Musée de l'histoire vivante, nous retrace le parcours.

FM

C'est en préparant une exposition consacrée au 60^e anniversaire de la Libération au Musée de l'histoire vivante⁽¹⁾ que j'ai vu pour la première fois cette page intérieure du magazine, *Le Monde illustré*, intitulé « il y a un an : ils décapaient. L'anniversaire de la Libération », daté du 25 août 1945.

La page du magazine présente une photographie en couleur du général de Gaulle prise aux abords de l'Arc de Triomphe. La photographie est prise le 26 août 1944, alors que le général de Gaulle s'apprête à descendre les Champs-Élysées. On le voit discuter ici avec Georges Bidault (de dos). Il est accompagné des généraux Koenig et Leclerc.

Une photographie intrigante

Au départ j'ai retenu ce document parce que l'on distinguait les insignes militaires, les « étoiles » sur le képi des trois personnages principaux : de Gaulle, Koenig et Leclerc. Le moins gradé est le général de Gaulle (deux étoiles) tandis que les deux autres généraux sont militairement ses supérieurs, généraux à quatre étoiles pour Koenig et trois étoiles pour Leclerc. Mais le général de Gaulle est le chef du Gouvernement provisoire de la République française, le

chef de la France libre et comme le montre la photographie, le personnage le plus important. Il est au centre de l'image et domine très nettement Georges Bidault, qui n'est autre que le président du Conseil national de la Résistance. Enfin, signalons un détail mais qui n'est pas sans intérêt pour notre propos, sur le bord gauche de l'image on devine un appareil photographique ou une caméra. L'événement est couvert par la photographie et les services cinématographiques des armées, photographes et opérateurs caméra se bousculent pour immortaliser la scène⁽²⁾.

Donc, mon premier regard et mon premier intérêt étaient de souligner l'autorité acquise par de Gaulle depuis son célèbre appel du 18 juin 1940. Ce 26 août 1944 marquant en effet l'apothéose du personnage.

Je n'avais pas remarqué l'homme de couleur derrière Leclerc. Je l'avais bien vu mais il ne suscita d'abord aucun intérêt. Ce n'était pas mon sujet de départ. Toutefois, sa présence retint mon attention et provoqua aussitôt plusieurs questions : qui est cet homme ? Que fait-il à cet endroit ?

Je retournais sur mes sélections documentaires opérées pour l'exposition et j'observais de plus près une autre photographie⁽³⁾ qui me le montrait suivant un angle plus intéressant. Cet

homme noir était blessé, son bras retenu par une écharpe. Était-il un combattant civil ? Un résistant ? Il était bien là, dans « le champs », juste derrière la première ligne dominée par le général de Gaulle qu'accompagnaient Georges Bidault et Alexandre Parodi. Il fallait maintenant trouver des réponses.

L'histoire du « lion noir du XVII^e »

C'est par hasard chez un bouquiniste à Paris, que je suis tombé sur le livre de René Dunan, *Ceux de Paris août 1944*⁽⁴⁾. Ce livre s'ouvre sur une photographie légendée : « le général de Gaulle descendant les Champs-Élysées – À droite, le nègre Dukson ». Cette photographie de Serge de Sazo (photo Serge, Paris) est la seule du livre. En revanche, un chapitre est consacré à ce Dukson : « la magnifique et lamentable histoire de Dukson, « héros du XVII^e » ».

Georges Dukson, originaire du Gabon, sergent dans l'armée française, fait prisonnier en 1940, il rejoint Paris dès 1943 après son évasion d'un camp allemand. Il participe aux combats de l'insurrection parisienne à la tête de son groupe. Blessé au bras lors des affrontements il est soigné puis retourne se battre. Le combattant devient un héros, on l'appelle « le lion noir



Photographie extraite du livre de René Dunan, *Ceux de Paris août 1944*.

du XVII^e». Son audace légitime le place dans l'optique du photographe immortalisant «*son courage et sa détermination*».

Sur cette image on voit un sous-officier français «inviter» Dukson à quitter le cortège. Mes recherches d'autres images vont confirmer que ce combattant de la Libération de Paris a été sorti *manu militari* du cortège par ceux qui font office de service d'ordre.

Une autre photographie, celle-ci extraite du livre de Pierre Bourget, *Paris 1940-1944*⁽⁵⁾ montre que l'invitation du sous-officier français adressée à Georges Dukson se transforme en vigoureuse et violente mise à l'écart.

Sur cette image on peut voir un soldat pointer sa mitraillette en direction de Dukson. C'est l'unique instant photographique au cours duquel le général est distrait et se tourne vers la scène. Il se passe quelque chose, un flottement. La frustration est grande : il manque le son, la parole. Parodi et d'autres dirigeants de la Résistance avaient prévenu le général que cette descente des Champs-Élysées était sujette à des débordements, mais sur la photographie on voit un général qui garde son calme dans le geste et dans le regard. En ce jour de gloire rien ne peut l'atteindre, rien ne peut venir ternir son image. Quant à notre *nervis* son regard et son geste attestent de la fermeté avec laquelle il éjecte Dukson du «carré de tête». A-t-il vivement manifesté le souhait de s'approcher un peu plus du héros du jour ? Le «désordre» est banni de cette mise en scène de la légitimité et de l'autorité gaullienne.

Sur ces quatre photographies sélectionnées on distingue bien un des pieds de l'Arc de Triomphe. La séquence s'inscrit donc dans un temps court, aussitôt que le cortège s'ébranle sur l'auguste avenue de Paris juste après que le général de Gaulle ait été honoré la tombe du soldat inconnu.

Mais il y a une cinquième photographie⁽⁶⁾ qui nous montre un autre temps de la scène d'évacuation de Georges Dukson du cortège.

Une postérité fugace

Nous nous trouvons toujours à quelques pas de l'Arc de Triomphe – la légende ne renseigne pas sur Dukson pourtant au premier plan de l'image. Le photographe est tout près de la scène, mais nous n'avons pas de crédit sur cette image. Dukson fait signe visiblement et doit sûrement s'exprimer, dire quelque chose. Mais quoi donc ? L'officier français qui dans quelques instants va pousser Dukson hors du cortège semble esquisser un sourire agacé. Cela est-il dû aux propos que semble lui tenir notre combattant ? Un agacement qui pourrait traduire le changement d'attitude sur l'autre photographie sur laquelle on le voit chasser Dukson du cortège. Une archive audiovisuelle nous restituerait mieux la scène tendue, si l'on retient le soldat pointant sa mitraillette Thompson vers celui qui s'est invité dans le cortège officiel. Quand bien même, alors que la volonté de notre Dukson se limitait à vouloir approcher son héros, sa présence et l'incident qu'il crée auront retenu notre attention. Chassé de la tête du cortège, immortalisé par la photographie, nous retrouvons Dukson toujours présent mais loin dans la foule⁽⁷⁾ qui s'est petit à petit massée derrière de Gaulle et les autorités civiles et militaires. On le voit loin dans la foule (chemise blanche et visage noir, le seul dans ce cortège). On le distingue très mal, à droite.

Georges Dukson est passé à la postérité dans ces quelques photographies dont une seule est légendée de telle sorte qu'elle l'identifie. Il n'est fait aucune mention de ce combattant dans le film réalisé par le comité de libération du cinéma français, *La Libération de Paris* que l'on voit pourtant dans trois séquences. Le commentaire de Pierre Bost dit par Pierre Blanchard ne dit mot sur ce combattant français de couleur que l'on voit une fois accompagnant un soldat allemand fait prisonnier, dans une seconde séquence assis sur un char pris à l'ennemi et enfin porté par deux cama-

rades, le bras blessé. Sur ces trois séquences Georges Dukson fixe l'objectif. En revanche, on ne le voit dans aucune séquence prise lors de la descente des Champs-Élysées.

L'histoire de ce personnage frôle l'aventure et suggère par conséquent les adjectifs valorisant et les lectures morales, «lamentable», puisque notre Dukson aurait fini très mal, poursuivi pour marché noir et vol, il est arrêté, et aurait été blessé lors d'une tentative d'évasion. Il aurait succombé à son opération⁽⁸⁾.

Éric Lafon

Conservateur au Musée de l'histoire vivante

(1) Musée de l'histoire vivante – 31, boulevard Théophile Sueur – 93100 Montreuil.

Site Internet : <http://www.museehistoirevivante.com>

(2) Voir sur le site de la Parisienne de la photographie <http://www.parisenimages.fr> dans la partie consacrée à la galerie des collections, les photographies du fonds Roger Viollet relatives à cet événement.

(3) Cette photographie a été publiée dans un hors-série du magazine, *L'histoire militaire du XX^e siècle* consacré à la Libération de Paris, «Paris libéré ! 19-27 août 1944», dossier réalisé par Jean Rocheteau.

(4) René Dunan, *Ceux de Paris août 1944*, Genève, éditions du milieu du monde, 1945, 405 p.

(5) Pierre Bourget, *Paris 1940-1944*, Paris, Plon, 1979, 255 p.

(6) Malheureusement, il s'agit d'un contretype extrait d'un dossier documentaire conservé au Musée de l'histoire vivante dans le fonds Daniel Tamanini, sans aucune note et référencement de l'image renseignant sur la source et la propriété.

(7) Dans l'ouvrage de Jean Lacouture, *Voir de Gaulle*, Paris, éditions du Chêne, 2005, p. 141.

(8) Si vous avez des informations complémentaires ou des sources iconographiques complémentaires à celles citées dans cet article, vous pouvez contacter la Fondation de la Résistance.

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

UNE RENCONTRE FRANCO-BRITANNIQUE À PARIS

Mardi 9 décembre, dans les magnifiques salons de sa résidence, **Sir Peter Westmacott**, ambassadeur de Grande-Bretagne en France, recevait la branche parisienne de la *Royal British Legion*, présidée par **Roger Thorn**, et l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance, présidée par **François Archambault**, pour écouter témoins et historiens évoquer le rôle du *Special Operations Executive* (SOE) et plus largement l'engagement des Britanniques aux côtés de la France libre et de la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale. L'assistance était composée de personnalités des associations de Résistance, de Britanniques et de Français, anciens du SOE, et de professeurs et d'élèves de plusieurs lycées ou écoles britanniques et françaises.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Français libre et historien, **Noreen Riols**, ancienne du SOE, et le **docteur Pierre Morel**, président du CAR, vice-président de la Fondation de la Résistance et liquidateur du réseau SOE Oscar-Parson, ont témoigné successivement à la fois de leur parcours de résistants et des liens tissés entre la France libre et la Grande Bretagne au travers du SOE.

Dans l'été 1940, Churchill créa le SOE, auquel il donna mission de « mettre le feu à l'Europe »,

c'est-à-dire d'y développer toutes les formes d'action subversive et d'aide aux résistances.

Pour l'historien, **Jean-Louis Crémieux-Brilhac**, le SOE a joué un rôle capital dans le développement de la Résistance française qui n'aurait pas eu les moyens d'être ce qu'elle fut sans cette formidable « machine ». Il rappelle qu'au total 1800 agents ou missionnaires, grâce aux services secrets britanniques, furent ainsi infiltrés en France, que les pertes étaient terribles et qu'un opérateur radio ne durait guère plus de trois mois. Aucune unité combattante sauf l'aviation n'eut des pertes aussi lourdes. Sur 50 femmes formées en Angleterre et envoyées en France, 15 furent arrêtées dont trois seulement survécurent. Si entre le BCRA et le SOE, la coopération était concurrentielle et parfois conflictuelle, les relations entre officiers des deux services, français et britanniques, étaient plus que cordiales et travaillaient de concert.

Avec un merveilleux et tendre accent français, **Noreen Riols** « ancienne du SOE », raconte comment toutes ces femmes et tous ces hommes volontaires qui portaient seuls, combattre sans uniforme, avaient peur « parce que, dit-elle, les hommes courageux ont toujours peur mais savent



Photos Jean Novosseloff

la faire taire le jour de leur départ». Tous, « dans cette grande famille du SOE », n'étaient pas des professionnels du renseignement, du sabotage, loin de là, mais ils avaient un idéal et une mission à remplir jusqu'au bout de leurs forces, pour assurer « nos lendemains ». Elle parle de son impatience quand les « gars » qui étaient partis ne

LA COLLECTION DE DVD DE MER S'AGRANDIT



Photo MER

Au 1^{er} février 2009, 18 DVD ont été édités par MER ; ils représentent 26 heures d'écoute au cours desquelles plus de 90 résistants, filles et fils de résistants, historiens et écrivains, femmes et hommes politiques ou de la société civile de tous horizons, ont témoigné de leurs parcours ou rapporté une part de l'héroïque et toujours présente histoire de la Résistance. Deux nouveaux DVD sont sortis au mois de janvier l'un sur une série d'entretiens sur la Résistance en province, l'autre suite au colloque organisé en octobre au Conseil constitutionnel, dont le thème était : « Une République née des idéaux de la Résistance », à l'invitation de Jean-Louis Debré, président du Conseil constitutionnel, avec la participation de Pierre Sudreau, dernier survivant des ministres signataires de la Constitution de 1958.

La liste des DVD édités figure sur www.memoresist.org, notre site Internet, sous forme de brefs extraits d'environ une minute par témoignage. Cette liste des DVD peut aussi être demandée soit par courriel memoresist@m-e-r.org, soit à l'adresse postale de MER.

Ces DVD sont mis gracieusement à la disposition de nos délégués départementaux et régionaux, des centres de documentation scolaires et universitaires et des musées de la Résistance qui le souhaitent.

Jean Novosseloff

LE SITE MEMORESIST.ORG

Ce site reçoit en moyenne 4 000 visiteurs uniques par mois. Il est mis quotidiennement à jour. Il comprend aujourd'hui une liste de 3 488 travaux universitaires sur la période 1939-1945 et 1 777 fiches de biographies de résistants donc plus de 10 000 noms cités, n'oublions pas les 80 comptes rendus de lecture.



1- Vue de l'assistance parmi laquelle on comptait de nombreuses personnalités d'associations de Résistance, des anciens du SOE ainsi que des professeurs et des élèves de plusieurs lycées ou écoles britanniques et français.

2- À la tribune, témoins et historiens ont évoqué le rôle du *Special Operations Executive*. De gauche à droite : François Archambault, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Roger Thorn, Noreen Riols et le docteur Pierre Morel.

donnaient que tardivement de leurs nouvelles et que d'angoisse alors, quand elles n'arrivaient pas ! Avec humour elle nous « décrypte » les messages échangés, entre Londres et la Résistance, que diffusait la BBC « *quand Big-Ben sonnait huit fois* ». Que d'anecdotes et de souvenirs égrainés par cette ancienne du SOE plongeant l'assistance dans l'atmosphère de Dorset Square, l'une des « *maisons du SOE* [...] où nous vivions des moments de grande intensité, des périodes de larmes quand les agents ne revenaient pas, des périodes de rires quand, de retour, nos agents avaient brillamment réussi quelques sabotages ».

C'est au début de 1941 que **Pierre Morel**, ancien interne du lycée de Rennes rejoint le réseau Overcloud de Joël Le Tac, officier de la France libre et futur compagnon de la Libération. Après que ce réseau fut décimé, l'ancien interne poursuivra son combat au sein du réseau Oscar-Parson avec le capitaine François Vallée – seul officier français du SOE titulaire de l'Ordre de la Libération – parachuté en France en juin 1943. Ce réseau sera homolo-

gué réseau des Forces Françaises Combattantes (FFC) en juin 1946. Le rayon d'action du réseau Oscar-Parson était la Bretagne et ses départements périphériques; chargé de rechercher des terrains de parachutages, de former les hommes au maniement des armes, de désorganiser les communications allemandes et de participer à l'isolement des bases navales allemandes de la côte atlantique. Décembre 1943, la *Gestapo* ébranlera durement le réseau avec l'arrestation de 90 résistants qui seront torturés avant d'être déportés. Plusieurs groupes de rescapés rejoindront d'autres réseaux afin de poursuivre la lutte ou de gagner l'Angleterre en traversant les Pyrénées, avec souvent un séjour dans des geôles franquistes.

L'action menée par le SOE est un bel exemple de la Fraternité d'armes et des liens scellés dans le sang en 1914-1918 entre la Grande-Bretagne et la France et resserrés grâce à Churchill et de Gaulle. ●

Jean Novosseloff
Secrétaire général de MER

LA PRÉSENTATION DU THÈME DU CNRD À DIJON

Le vendredi 13 février, à Dijon, **Jeannine Calba**, déléguée régionale en Bourgogne, avec le concours de l'ONAC, a organisé, dans l'amphithéâtre Aristote de l'université de Bourgogne, le lancement du Concours national de la Résistance et de la Déportation, dont le thème cette année est : « Les enfants et les adolescents dans le système concentrationnaire nazi ».

Devant 11 classes des lycées et collèges de Dijon et de sa banlieue, **Hervé Guillemet**, professeur auprès de la Fondation de la Résistance, a rappelé ce que fut le système concentrationnaire nazi et tracé quelques pistes de recherches et de réflexions à l'adresse des élèves. Deux déportés apportaient avec beaucoup d'émotion le

témoignage de leurs parcours : **Dora Goland-Blaufox**, dont la vie a basculé à 14 ans vers un tragique voyage qui la conduira à Auschwitz où elle verra disparaître sa mère et l'une de ses sœurs, et **Charles Goldner** arrêté et emprisonné par des policiers français qui interrompra son voyage en s'évadant du camp de Poitiers où il transitait avant de partir vers les camps nazis. Les témoins se sont prêtés, pendant de longues minutes, avec cordialité et bonheur, aux questions des élèves émus d'entendre, comment, il y a plus de 65 ans, une toute jeune fille et un tout jeune homme surent résister dans la dignité à la barbarie. ●

Jean Novosseloff

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir
- au devoir de mémoire, adhérez à -
« Mémoire et Espoirs de la Résistance » !
Cotisation 30 € (incluant l'abonnement à
« Résistance et Avenir »).

● Chèque à libeller à « Mémoire et Espoirs
-de la Résistance », Place Marie-Madeleine
-Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015
Paris
● Tél./Fax : 01 45 66 92 32
● Courriel : memoresist@m-e-r.org
● site internet : www.memoresist.org

L'AGENDA DE MER

Au cours du premier semestre 2009

À Paris

► **Jeudi 26 mars :**

Conférence de Florian Hollaré à la mairie du 16^e arrondissement sur son père, « l'homme qui a sauvé Londres ».

► **Lundi 30 mars à 16 h 30**

Sous la présidence du professeur Antoine Prost, président du Comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance : Renée Bédarida, le Père Maurice Cordier, Christine Levisse-Touzé, historienne, Vincent Ducerf, historien et le bâtonnier Francis Teitgen, fils du résistant et ancien ministre du général de Gaulle Pierre-Henri Teitgen, témoigneront et débattront de la « Démocratie Chrétienne dans la Résistance » au Mémorial maréchal Leclerc-Musée Jean Moulin.

► **Jeudi 9 avril à 14h30 :**

Récital de la Poésie et de la Chanson de la Résistance en l'Hôtel national des Invalides (salle de Galbert).

► **Jeudi 23 avril à 15 heures :**

Dépôt de gerbes aux pieds des statues du général de Gaulle et de Churchill.

Après la cérémonie, à la Fondation de la Résistance – 30, boulevard des Invalides – Paris VII^e, à partir de 16 h 15, Noreen Riols « ancienne du SOE » apportera son témoignage sur son rôle à Dorset Square.

► **Mardi 5 mai à 17 heures :**

Dans les jardins du Luxembourg, devant la statue du sculpteur Watkin, cérémonie à la mémoire des « étudiants et lycéens morts dans la Résistance », avec un discours d'André Bessière, ancien étudiant résistant, président des déportés « tatoués ».

► **Mercredi 27 mai à 18 heures**

La Fondation de la Résistance ravivera la flamme sur la tombe du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe à l'occasion de l'anniversaire de la création du CNR; MER s'associera à sa maison-mère.

► **Samedi 6 juin**

Hommage à Pierre Alviset, fusillé par les nazis, au cimetière de Gentilly.

► **Lundi 29 juin :**

À 10 heures, réunion annuelle des délégués départementaux et régionaux.

À 16 heures, Assemblée générale annuelle de MER, suivie d'une conférence de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Français libre et historien.

Ces réunions se tiendront à la Fondation de la Résistance.

- **Un projet de colloque est en cours d'élaboration par MER** sur « l'esprit de la Résistance et la crise mondiale », avec des résistants, des économistes et des personnalités de l'État, sous le parrainage de Patrick Devedjian, ministre auprès du Premier Ministre, chargé de la politique de relance et de Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

À Dijon

► **Vendredi 10 avril à 14 heures :**

Récital de la Poésie et de la Chanson de la Résistance dans les salons du Conseil général de la Côte d'Or – 100, rue Joseph Tissot – Dijon.

À Salon de Provence

► **Mercredi 27 mai :**

Journée d'hommage à Jean Moulin à l'occasion du 40^e anniversaire de l'inauguration du Mémorial et du 110^e anniversaire de la naissance de Jean Moulin, organisée par le Comité régional du Mémorial Jean Moulin présidé par François-René Cristiani Fassin, administrateur et délégué départemental de MER.

Association pour des Études sur la Résistance

LA RÉSISTANCE DANS LE GARD

Le 19^e cédérom de la collection « Histoire en Mémoire – 1939-1945 » de l'AERI va paraître en mai prochain.

Même s'il est situé loin de la zone de combats, le Gard est entré brutalement dans la guerre le 10 mai 1940 avec le déclenchement de l'offensive allemande : afflux de réfugiés (Nîmes passe en quelques jours de 90 000 à 200 000 habitants), menaces de bombardements après les raids aériens allemands sur la vallée du Rhône, mauvaises nouvelles du front où 1 300 Gardois ont trouvé la mort et 16 900 autres faits prisonniers entre le 10 mai et le 22 juin 1940. Dans ce contexte, l'appel de Pétain à cesser le combat le 17 juin 1940, l'annonce de l'Armistice signé le 22 juin provoquent dans la majorité de l'opinion gardoise à la fois un immense soulagement (surtout que la convention d'Armistice ne prévoit pas l'occupation du Gard) et un terrible désarroi. Si une partie des élites politiques et économiques se rallie au régime de Vichy, le Gard n'en est pas moins considéré comme un des départements les plus difficiles de la Zone non occupée par le préfet Angelo Chiappe, nommé à Nîmes en septembre 1940.

En effet, le bassin houiller alsésien, au nord du département, reste marqué par l'influence communiste malgré les mesures d'exclusion et d'épuration depuis l'interdiction du PCF en septembre 1939. De plus, malgré les contacts et discussions entre le pasteur Boegner, représentant officieux des Églises protestantes auprès des autorités vichystes, les protestants, nombreux et influents dans le Gard, se méfient du nouveau régime.

Comme partout, l'aggravation continue des difficultés de ravitaillement et de la politique de collaboration ancre rapidement une part importante de la population gardoise dans une attitude défavorable à Vichy. L'installation des troupes allemandes dans le Gard, à partir du 11 novembre 1942, les lois sur la Relève et le STO, la création de la Milice et ses agissements achèvent de discréditer le régime.

Les premiers regroupements

Les premiers actes de Résistance sont d'abord des refus de ralliement au régime : décision politique de Georges Bruguier, sénateur socialiste, qui refuse de voter les pleins pouvoirs à Pétain, acte symbolique d'Auguste Mathieu, secrétaire de mairie à La Vernarède, qui refuse de participer aux cérémonies patriotiques ordonnées par le maréchal les 25 juin et 14 juillet 1940... De l'automne 1940 à l'été 1942, pour tous ceux qui refusent la situation née de la défaite, l'objectif est double : se regrouper et s'organiser, mais aussi lutter contre la propagande de Vichy pour amener de plus en plus de Gardois dans l'opposition ouverte au régime.

Pour ces opposants de la première heure, la situation de départ n'est pas la même. En effet, des structures clandestines sont mises en place par les militants communistes dès l'hiver 1939-1940 après la dissolution de leurs organisations. À l'exception du député-maire d'Alès Fernand Valat qui se désolidarise rapidement des positions communistes et rejoint un parti collaborationniste, les communistes gardois font bloc contre le régime alors que le parti radical et la SFIO, les plus influents dans le département jusque-là, sont beaucoup plus divisés face au nouveau pouvoir. Même si l'organisation clandestine est affaiblie par le départ de nombreux cadres dans d'autres départements et par une répression croissante, elle se reconstruit autour de syndicalistes comme les cheminots nîmois Pierre Etienne Ranquet, Gabriel Marty, ou les mineurs cévenols Georges Roussel, Amador Alvarez, Paul Planque et de militants moins connus des autorités, comme Louis Ferri ou Elie Couderc dans le Gard rhodanien. D'abord préoccupée par la diffusion de la propagande du PCF clandestin, la Résistance communiste se tourne à partir de 1942 vers la mise en place de groupes FN-FTPF et d'autres types d'actions. En mai 1942, Jean Robert constitue un groupe, l'équipe du Midi, qui réalise, dès le deuxième semestre 1942, les premiers sabotages ferroviaires dans la région nîmoise. D'autres groupes exploitent le mécontentement croissant de la population en organisant les premières manifestations de masse dans le Gard contre le régime : manifestations de ménagères (à Vauvert le 30 décembre 1941, Alès les 19 et 20 janvier 1942, Nîmes le lendemain...), grève des mineurs du bassin alsésien du 12 au 16 mars 1942...

La Résistance non communiste est beaucoup plus diversifiée : elle regroupe des Gardois qui refusent la défaite et veulent continuer le combat et, de plus en plus, des hommes et des femmes qui rejettent le régime de Vichy et l'occupation nazie. C'est autour de ces refus que se constituent les premiers groupes résistants au cours de l'hiver 1940-1941. Ainsi, un noyau d'étudiants gardois qui forment le mouvement Liberté autour du professeur Teitgen à Montpellier en diffuse les idées et la propagande notamment à Nîmes et à Alès. Quelques mois plus tard, des militants socialistes nîmois participent à la créa-

tion à Nîmes, le 30 mars 1941, du Comité d'action socialiste Sud, prélude à la reconstitution d'une SFIO clandestine.

Parmi les premières structures de Résistance dans le Gard, il faut également évoquer la loge de franc-maçonnerie clandestine Liberté, à Nîmes, dont les responsables (Edmond Brunel, Marius Cournier...) vont jouer un rôle important dans la mise en place des réseaux de renseignement et des mouvements de Résistance dans le Gard. Il faut également insister sur le rôle joué par des jeunes, par exemple les lycéens membres des Éclaireurs unionistes protestants : les frères Bruguerolle, Georges Lafont, Robert Brun...

À l'image de ce qui se passe sur le plan national, ces groupes se fédèrent peu à peu dans des mouvements plus importants. Dans le Gard, l'audience de Libération-Sud reste très faible et Franc-Tireur a été rapidement démantelé par l'arrestation de ses principaux responsables, Émile Allier et Jean Villon. Tous les groupes évoqués ci-dessus se fondent donc dans le mouvement Combat, mis en place dans le Gard après la réunion de ses principaux dirigeants nationaux à Nîmes le 11 janvier 1942. Son premier chef départemental, Albert Thomas, puis son successeur, Georges Salan, s'efforcent de structurer ce mouvement et d'établir des liaisons avec les autres secteurs du département. Désormais les groupes sont assez forts pour afficher publiquement leur opposition au régime : le 14 juillet 1942 à Alès, le 11 novembre 1942 à Nîmes, les militants de Combat organisent des manifestations patriotiques à l'appel de la radio



de Londres, et ce malgré les mesures prises par les autorités.

Développement de la Résistance

À partir du 2^e semestre 1942, l'audience des mouvements de Résistance grandit au fur et à mesure que les décisions du régime le déconsidèrent auprès des Gardois. L'invasion allemande de la Zone Sud est un tournant dans l'histoire de la résistance gardoise : le 11 novembre 1942, les troupes d'occupation s'installent à Nîmes et à Pujaut, suivies d'autres contingents dans la plupart des autres villes, puis d'autres structures d'occupation (services de police, Office de placement Allemand, Organisation Todt...). Cette forte présence allemande entraîne une aggravation de la répression; mais, dans un contexte de défaites de l'Axe et de contre-attaques victorieuses des Alliés, elle précipite aussi beaucoup de Gardois dans l'action résistante. Celle-ci change également de visage : si les distributions de tracts continuent, les groupes clandestins se tournent vers d'autres moyens de lutte. Au sein de Combat, les premiers groupes-francs sont mis en place par Jacques Renouvin : celui de Nîmes, dirigé par Georges Chouleur, organise à partir de juin 1943 plusieurs attentats spectaculaires contre les troupes d'occupation et les collaborateurs. À Alès, le groupe d'A. Bernat et de M. Pantel réalise plusieurs sabotages ferroviaires. De même, dans tous les secteurs du département, les groupes FTPF conduisent de nombreuses opérations, avec pour principales cibles là encore les voies ferrées et, surtout, les installations minières et électriques.

L'autre préoccupation majeure des mouvements de Résistance est d'assurer la sécurité de tous ceux qui doivent plonger dans la clandestinité pour continuer le combat et de soustraire les ouvriers spécialistes puis les jeunes au départ vers les usines de guerre allemandes (10204 réquisitions au titre du STO dans le Gard). Ainsi, dès la fin 1942, ils organisent les premiers réduits, par exemple au mas Rouquette, au quartier de l'Eau Bouillie à Nîmes, à l'initiative de René et Julia Rascalon. Mais rapidement ces « planques » se révèlent insuffisantes : le service maquis de l'Armée secrète de Combat, dirigé par R. Rascalon, monte un premier maquis à Aire-de-Côte, près de Saumane (ouest du Gard). Après l'attaque de celui-ci le 1^{er} juillet par les Allemands, il regroupe les rescapés dans le maquis de Lasalle. Un autre maquis AS est constitué dans un secteur proche par le pasteur Olivès, le maquis d'Ardaillers, qui fusionne au début de l'été 1944 avec celui de Lasalle pour former le maquis Aigoual-Cévennes. Les maquis FTPF sont eux, pour la plupart, installés dans le nord du département soit dans la Vallée Longue, à la limite du Gard et de la Lozère, soit à la lisière de l'Ardèche, avec le maquis d'Orgnac de L. Ferri. Enfin l'ORA, structurée plus tardivement sous la direction de Georges Vigan-Braquet, implante dans le Gard

rhodanien le corps-franc des Ardennes, principale formation résistante de l'Est gardois.

Le développement de la Résistance est aussi rendu possible par le travail des réseaux : implantés dans l'administration préfectorale (Gallia, Cotre...), la police (Ajax), chez les postiers (France d'Abord), ou constitués de résistants passés dans la clandestinité (SAP Sud), ils font le lien entre la Résistance intérieure, la France libre et les Alliés et communiquent aux groupes gardois des informations qui évitent de nombreuses arrestations.

Naturellement, la répression n'a pas épargné la Résistance gardoise. Au total, sur l'ensemble de la période, le Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale a recensé pour le Gard 1523 arrestations : 92 personnes ont été exécutés, 518 déportées en Allemagne, dont 264 pour faits de Résistance. Aucun mouvement n'a été épargné. La plupart des membres de la 1^{re} équipe FTPF du Midi sont arrêtés en mars 1943. De même, la direction départementale de Combat, puis des MUR et du MLN est démantelée à plusieurs reprises par des vagues d'arrestations. La répression se durcit au cours du 1^{er} semestre 1944, avec l'arrivée dans le Gard d'unités spécialement chargées d'opérations contre la Résistance intérieure : en février 1944, la 9^e *Panzer Division SS Hohentauern*, puis en mai 1944 l'unité de *Waffen SS* n.15727 Brandebourg. La première lance des opérations contre les maquis de la région du 26 au 29 février 1944 et fait pendre 15 otages à Nîmes le 2 mars 1944. La deuxième, basée à Alès, est à l'origine de dizaines d'arrestations de

Actualités de l'AERI

● Les **CD-Roms** dans la collection « Histoire en Mémoire – 1939-1945 » **en cours de relecture : la Résistance dans la Loire et la Résistance en Charente Maritime.**

● **Musée virtuel.** Deux **expositions** sont en cours : **la Drôme et la centrale d'Eysses.** En raison de la prochaine démolition des anciens bâtiments, nous avons eu l'autorisation de l'administration pénitentiaire de tourner sur le site historique, en vue de réaliser une visite virtuelle.

Renseignements

Pour toute information, contacter l'AERI (association loi 1901 d'intérêt général) Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

- Siège social et bureaux : 16-18 place Duplex 75015 Paris
- Tél. : 01 45 66 62 72
- Fax : 01 45 67 64 24
- Courriel : contact@aeri-resistance.com
- Site internet : www.aeri-resistance.com

« Audibert » fin mai 1944 reste théorique, puisque les responsables du principal maquis, l'Aigoual-Cévennes, et, à un degré moindre, ceux de l'ORA refusent de reconnaître son autorité. La stratégie employée est donc plutôt celle du harcèlement, avec des opérations ponctuelles d'équipes de

L'autre préoccupation majeure des mouvements de Résistance est d'assurer la sécurité de tous ceux qui doivent plonger dans la clandestinité pour continuer le combat et de soustraire les ouvriers spécialistes puis les jeunes au départ vers les usines de guerre allemandes

patriotes, incarcérés et torturés au Fort Vauban à Alès : 29 résistants ont été exécutés et précipités dans l'ancien puits de mine de Célas, 8 autres personnes ont été retrouvées dans le charnier de Saint-Hilaire-de-Brethmas.

La libération du département

L'annonce du débarquement en Normandie, le 6 juin 1944, puis en Provence, le 15 août 1944, entraîne un gonflement spectaculaire des effectifs des maquis. De plus, cinq brigades de gendarmerie rejoignent le maquis de Lasalle dès le 7 juin, d'autres suivent et renforcent les CFL et l'ORA. Mais, si elles sont numériquement importantes, les forces de la résistance gardoise sont insuffisamment armées et structurées face aux troupes d'occupation. En effet, l'unification des FFI gardois sous le commandement de Michel Bruguier

maquisards et une intensification des attentats et sabotages. Finalement, le Gard est totalement libéré durant la deuxième quinzaine d'août 1944, pour l'essentiel entre le 20 et le 28 août : les troupes allemandes quittent Alès le 21 août 1944, Nîmes le 24 août. Mais le département est ensuite traversé par cinq importantes colonnes ennemies en repli depuis le sud-ouest, qui se heurtent aux groupes de résistants gardois, chargés en particulier de protéger les villes.

La première réunion du Comité départemental de Libération, le 2 septembre 1944, et les grandes fêtes patriotiques du 3 septembre à Alès et du 4 septembre à Nîmes symbolisent alors la libération du Gard et la victoire de la Résistance. Mais les difficultés de reconstruction sont énormes : comme l'a constaté le commissaire régional de la République, Jacques Bounin, « le Gard est une région hébété, sous-alimentée ». ●

VIENT DE PARAÎTRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informé les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

L'affaire Suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle ?
Robert Belot et Gilbert Karpman.
Armand Colin (08 20 06 50 95), 431 p., 23,40 €.

1939-1945 en Pays Dolois. La guerre aérienne.
Jean-Marie Chekhab.
DMODMO éditions (03 84 82 28 82), 231 p., 27 €.

La résistance aux génocides. De la pluralité des actes de sauvetage.
Sous la direction de Jacques Sémelin, Claire Andrieu et Sarah Gensburger.
Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 552 p., 28 €.

Le refuge et le piège : les Juifs dans les Alpes (1938-1945).
Sous la direction de Jean-William Dereymez.
L'Harmattan, 394 p., 35 €.

17 juillet 1942. Un train parmi tant d'autres.
Mémoires du convoi 6 et Antoine Mercier.
Le Cherche Midi, 334 p., 22 €.

Sentiers de la Liberté dans les Alpes. 1938-1945. Guerre, Résistance, persécution des Juifs.
La Mémoire des Alpes.
Touring club italiano, 144 p.

Les femmes au combat. L'arme féminine de la France pendant la Seconde Guerre mondiale.
Jean-François Dominé.
Service historique de la Défense, 102 p., 8 €.

Magazine Géo-Histoire. Numéro spécial, janvier- février- mars 2009, « 1939-1945. Retour sur les terres de la Résistance ».
Éditions Prisma, 134 p., 6,90 €.

Cent poèmes de la Résistance.
Alain Guérin.
Omnibus, 216 p., 29 €.

Pierre Messmer. Une conscience française.
Textes et photos réunis par Romain Mazenod.
Éditions Nicolas Chaudun (01 42 78 03 45), 144 p., 39 €.

Résister. De Mauthausen à mai 68.
Georges Séguy.
L'Archipel, 230 p., 18,95 €.

Le réseau d'évasion du groupe Ponzan. Anarchistes dans la guerre secrète contre le franquisme et le nazisme (1936-1944).
Antonio Téllez Solá.
Le coquelicot (BP 74078 - 31029 Toulouse cedex), 405 p., 22 €.

1939-1945 en Pays Dolois. Paroles d'anciens.
Jacques Tétu.
DMODMO éditions (03 84 82 28 82), 253 p., 27 €.

Stauffenberg.
Jean-Louis Thiériot.
Perrin, 310 p., 19,90 €.

Les guerres franco-allemandes de 1870 à 1940.
Alain Vincent.
Éditions Alan Sutton (02 47 40 66 00), 128 p., 21 €.

À LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

Jours de guerre. Ma vie sous l'Occupation.
Berthe Auroy.
Préface de Philippe Claudel.
Bayard, 2008, 430 p., 22 €.

Présenté et annoté par Anne-Marie Pathé et Dominique Veillon, qui ont retenu un peu plus des deux tiers du manuscrit original, ce journal inédit d'une institutrice à la retraite dans le XVIII^e arrondissement parisien fait partie de ces témoignages précieux, indispensables pour compléter les travaux des historiens et aider le lecteur d'aujourd'hui à pénétrer l'univers mental des Français sous l'Occupation. Il se compose jusqu'en

novembre 1942 de cahiers remplis le plus souvent mensuellement, et pour la période postérieure d'un manuscrit rédigé en novembre 1944 à partir de bouts de papiers griffonnés sur le moment puis cachés par sécurité.

Le point de vue qu'elle exprime n'est pas celui d'une intellectuelle, mais d'une femme qui revient régulièrement sur les difficultés du quotidien (le froid, la faim), tout simplement parce qu'elles sont au premier plan pour quelqu'un de sa condition, tout en ayant conscience des risques moraux que cette obsession fait courir : «*Tout est compliqué, mesquin, sordide*» note-t-elle à propos du manque de savon et d'eau chaude. Mais les pénuries la maintiennent en éveil devant le ridicule de la propagande officielle. Elle ironise devant les « fêtes » proposées aux Parisiens : retour des cendres de l'Aiglon («*Moins de cendres et plus de charbon !*», revendiquaient alors certains), Saint-Charlemagne, anniversaire de Pétain... Elle se fait l'écho de la floraison de « bobards » qui circulent, pour s'en détacher : après les premiers attentats communistes, les Allemands menaceraient de couper le gaz, l'électricité, empoisonneraient les puits !

Ne laissant apparaître aucun militantisme en politique, elle manifeste cependant des opinions fondées sur un patriotisme sentimental. Elle avoue avoir été émue par le discours de Pétain le 17 juin 1940, mais très vite, c'est à la propagande de la collaboration qu'elle réagit d'abord. Elle la trouve grossière et affirme son dégoût de *Radio-Paris* et de la presse autorisée, qu'elle lit pour les informations données sur le ravitaillement, et fustige le retour du « traître » Laval au printemps 1942. Elle observe le silence des voyageurs du métro, attroupés devant une affiche antisémite – silence évidemment désapprouvé, juge-t-elle, puisqu'il contraste avec le bagout habituel des « Parigots » avant-guerre. Il est vrai qu'elle montre une grande sensibilité à l'égard du sort des Juifs, la célibataire qu'elle est ayant comme seconde famille les Isserlis, des juifs russes naturalisés. Leur fille Tamara est arrêtée pour port de ruban tricolore sous son étoile jaune et déportée ; c'est à la Libération qu'ils apprendront sa mort à Auschwitz.

La Résistance est un monde souterrain, étranger pour elle, dont elle ne comprend pas vraiment les manifestations collectives. En 1941, elle juge que la campagne des V



« fut, je crois, surtout un amusement pour les gosses » et parle, de même, des « petits jeux [...] plutôt enfantins » que la BBC propose pour le 11 mai 1941. En août 1944, elle s'interroge sur les raisons de l'insurrection parisienne alors que les Allemands vont partir, un de ses voisins lui expliquant alors que « *le peuple de Paris veut, par son attitude, racheter la défaite de 1940* ». On aurait tort d'y voir de l'indifférence : elle admire visiblement ceux qu'elle découvre à la Libération engagés dans les FFI ou « *l'armée dissidente* ». Mais son éloge est bien plus éloquent lorsqu'elle parle de la façon dont son ami le musicien Maurice Maréchal (« *un grand patriote* ») a hébergé certains de ses jeunes élèves requis par le STO. Son univers mental la porte avant tout vers l'entraide individuelle et la compassion envers toutes les victimes de ces années sombres, les « déportés » du STO, ses voisins victimes des bombardements alliés qu'elle décrit longuement, les déportés concentrationnaires dont elle découvre le sort à leur retour et par ses voisins et amis qui ont eu un des leurs arrêtés.

Au total, voici une facette de plus au kaléidoscope des perceptions de Paris sous l'occupation que de nombreux écrits intimes déjà publiés donnent envie de constituer : ceux, entre autres, de l'adolescente Micheline Bood, du policier Georges Ballyot, de l'intellectuel polonais Andrzej Bobkowski, du coiffeur juif roumain Albert Grunberg.

Bruno Leroux

« Dans l'honneur et par la victoire ». Les femmes compagnon de la Libération.
Sous la direction de Guy Krivopissko, Christine Levisse-Touzé et Vladimir Trouplin.
Tallandier, 2008, 20 €.

Les éditions Tallandier viennent de sortir un livre qui réunit les contributions de trois historiens, Guy Krivopissko, Christine Levisse-Touzé et Vladimir Trouplin ainsi que les

témoignages de Mireille Albrecht, du général Alain de Boissieu, de Daniel Cordier et enfin de Jean Michel-Lévy. Cet ouvrage a pour origine le colloque sur «les femmes compagnon de la Libération» qui s'était tenu en mars 2005, sous le patronage du maire de Paris à l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris, à l'occasion de la journée internationale des femmes.

Pierre Messmer dans la préface de cet ouvrage, rédigé peu de temps avant sa disparition en 2007 écrivait : «*Le rôle des femmes dans la Résistance a été longtemps méconnu [...] elles furent, comme les hommes, toutes volontaires.*». Six femmes compagnons pour 1 038 croix attribuées aux personnes, c'est assurément peu.

Dans le témoignage que le général Alain de Boissieu livre dans cet ouvrage, il assure que le général de Gaulle lui avait «*évoqué sa tristesse qu'aussi peu de femmes résistantes et déportées aient été distinguées comme compagnon.*» Un peu avant le départ du général de Gaulle au début 1946 une cinquantaine de dossiers étaient à l'étude du conseil de l'Ordre. Le décret du 23 janvier 1946 mettant fin à l'attribution des croix de la Libération a mis un terme à ces propositions.

Après avoir rappelé le contexte qui instituait «*cette chevalerie exceptionnelle créée au moment le plus grave de l'Histoire de France*», les caractéristiques et les particularités des compagnons et de cet Ordre qui incarnent toutes les valeurs de la Résistance et de la Libération, historiens et témoins retracent à tour de rôle, dans ce beau livre, le parcours de chacune de ces femmes d'exception.

Christine Levisse-Touzé évoque celui de Marie Hackin, ancienne élève de l'École du Louvre et épouse du directeur du musée Guimet, engagée dans les FFL dès décembre 1940 où elle y organise le Corps féminin de la France libre. Désignée pour accompagner son mari, le cargo qui les transporte, est torpillé le 24 février 1941, les époux Hackin disparaissant «*unis dans la mort et les hommages*».

Mireille Albrecht qui vécut dix-neuf années avec sa mère Berty s'essaye de répondre à «*l'occultation*» de cette femme, féministe des années trente, et qui sera, dans la Résistance, suivant le mot de Claude Bourdet «*l'âme de Combat, sans elle, le mouvement n'aurait peut-être pas existé*», mouvement de Résistance créé par Henri Frenay. Arrêtée en avril 1943,

on ne retrouvera son corps qu'à la Libération, enterré dans le jardin potager de la prison de Fresnes.

Pour Daniel Cordier Laure Diebold, alsacienne et patriote, secrétaire de la Délégation générale, est une oubliée de l'histoire, comme tous les anonymes qui peuplèrent «*la routine héroïque de la Résistance*», où Mado, y fit preuve d'une activité extraordinaire auprès de Jean Moulin. Arrêtée, elle réussit à convaincre la Gestapo qu'elle ne



servait que de boîte aux lettres et échappa ainsi à la torture.

Guy Krivopissko explique que pour Marcelle Henry, chef de bureau, au ministère du Travail c'est le choc de la défaite qui l'amène à s'opposer à Vichy et à la collaboration. Agent de liaison elle assure l'hébergement des évadés lors de leur passage à Paris. Arrêtée en juillet 1944 par la Gestapo, puis torturée elle est déportée à Ravensbrück le 16 août 1944 par le dernier convoi quittant Paris. Rapatriée en France, elle décède le 24 avril 1945 à l'hôpital Claude Bernard.

Pour Vladimir Trouplin, le parcours d'Émilienne Moreau-Évrard, qui pendant la Grande Guerre fut à Loos une héroïque résistante, c'est naturellement qu'elle se retrouve, en 1940, à l'avant-garde de la Résistance. Agent de liaison dans le réseau Brutus, recherchée par la Gestapo, elle rejoint Londres en août 1944 puis est désignée pour siéger à l'Assemblée consultative provisoire d'Alger où elle incarne «*la Résistance féminine*» française.

Jean Michel-Lévy avec pudeur évoque le rôle de sa tante Simone Michel-Lévy, rédactrice au centre de recherches et de contrôles des PTT, fournit des 1940 à Londres des renseignements sur l'occupant.

Dans le réseau Action PTT elle est chargée d'installer des postes émetteurs et de l'acheminement du courrier, en particulier ceux du réseau de la Confrérie Notre-Dame (CND) et de l'Organisation civile et militaire (OCM). Arrêtée en novembre 1943, torturée, déportée au camp de Flossenbürg où elle continue son action de résistante, elle est pendue le 13 avril 1945, restée fidèle jusqu'au bout à la devise de sa Franche-Comté natale : «*Comtois, rends-toi ! Nenni, ma foi*».

Merci aux témoins et aux historiens d'avoir fait revivre dans cet ouvrage richement illustré, six femmes compagnon de la Libération oubliées, obscures et sans grade de la Résistance dont le courage et le dévouement sont à l'image des femmes résistantes qui servirent si bien leur pays.

Jean Novosseloff



Le sauvetage des enfants juifs pendant l'occupation dans les maisons de l'OSE 1938-1945

Katy Hazan

Somogy édition d'art, 2008, 173 p., 35€.

Livre d'histoire, livre de témoignages, livre de mémoire : c'est un très bel et émouvant ouvrage que vient de signer Katy Hazan, avec la participation de Serge Klarsfeld, sous le titre : *Le sauvetage des enfants juifs pendant l'occupation dans les maisons de l'OSE 1938-1945* paru en français avec sa traduction en anglais, chez Somogy éditions d'Art.

Katy Hazan, historienne de l'Œuvre de secours aux enfants (OSE) s'est livrée à un considérable travail historique et de recherche de témoignages écrits et visuels pour écrire l'histoire de

l'OSE qui permit à des milliers d'enfants d'échapper à la déportation et à l'extermination. L'histoire de cette œuvre commence à Saint-Petersbourg, à l'automne 1912, où sont créées des maisons d'enfants et des centres sportifs destinés à la protection sociale et sanitaire des populations juives en butte à la pauvreté et aux pogroms. En France, en 1935, à Montmorency en banlieue parisienne, s'ouvre grâce aux libéralités de quelques mécènes les premières maisons de l'OSE qui accueillent à partir de 1938 les enfants arrivés d'Allemagne et d'Autriche fuyant l'antisémitisme nazi après «la Nuit de cristal». Quatorze autres maisons d'accueil ouvrent entre 1939 et 1942, véritables centres de vie, éducatifs, médicales et sociales, animées par de fortes personnalités, viennent en aide aux enfants de Juifs étrangers sortis pour la plupart des camps d'internement que le gouvernement français, puis

le régime de Vichy, à partir de juin 1940, avaient mis en place. À la suite des rafles d'août 1942 et de l'arrivée des Allemands en Zone Sud, disposant aussi d'informations sur la réalité tragique des convois organisés vers l'Allemagne, l'OSE entre alors progressivement en clandestinité. Après ce basculement dans la clandestinité naîtra une extraordinaire organisation de solidarité qui permettra de sauver en les cachant dans les campagnes françaises ou organisant leur passage à l'étranger en Suisse, en Espagne, voir aux États-Unis des milliers d'enfants. Cet ouvrage est aussi l'histoire de chacune de ces «Maisons Refuges», servies par des équipes de femmes et d'hommes admirables qui sauront soigner, éduquer, aider ces enfants coupés de leurs familles à ne pas désespérer et donner à ces lieux de vie des allures de colonies de vacances.

De nombreux témoignages sous forme de lettres et de photographies réunis, font de cet ouvrage «un émouvant album de famille».

Que des femmes et des hommes aient pu, malgré les systèmes oppressifs et répressifs des nazis et de leurs acolytes, créer une aussi longue et belle chaîne de solidarité on ne peut être que saisi par la force de cette Œuvre.

Jean Novosseloff

LES JOURNÉES ANNUELLES DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE DANS L'AIN, LES 16, 17 ET 18 OCTOBRE 2009

Les Journées annuelles de la Fondation de la Résistance auront lieu du 16 au 18 octobre 2009 dans l'Ain. Le Conseil général de l'Ain est honoré d'accueillir ces Journées, en mémoire de tous ceux qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, ont combattu pour la liberté. Partez à la découverte des hauts-lieux de la Résistance et des maquis du département...

Vendredi 16 octobre

Le matin, l'Assemblée du comité d'animation et de suivi se déroulera, en plein cœur de **Bourg-en-Bresse**, au théâtre.

L'après-midi, des collégiens et lycéens du département viendront rencontrer d'anciens résistants. Pour la première fois, des lectures théâtralisées seront proposées par des comédiens professionnels. Mêlant témoignages issus de documents d'archives et images cinématographiques d'époque évoquant les événements qui ont marqué le département de l'Ain pendant la Seconde Guerre mondiale, ces lectures viendront servir de base aux échanges intergénérationnels.

La journée se poursuivra au **lycée Lalande** (lycée médaillé de la Résistance), où des jeunes évoqueront l'engagement de lycéens de 1941 à 1944 et la terrible rafle du 5 juin 1944, jour du Baccalauréat au lycée.

Ensuite, Rachel Mazuir, sénateur de l'Ain et président du Conseil général, aura le plaisir de convier les participants à dîner dans les salons de l'hôtel du Département.

Samedi 17 octobre

Le parcours guidé débutera par une cérémonie au monument du **Val d'Enfer** à la mémoire des morts des maquis de l'Ain et du Haut-Jura, à Cerdon.

Le voyage se poursuivra à **Nantua**, par une cérémonie commémorative au **monument des déportés de l'Ain**, la visite du **musée départemental d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de l'Ain et du Haut-Jura** et la projection du documentaire de Dominique Cauquy *Le prix de la liberté* réalisé par la Commission départementale de l'information historique pour la paix. Nantua, ville médaillée de la Résistance se situe à un positionnement stratégique entre le Haut et le Bas-Bugey. Elle a concentré de nombreux groupes armés et fut victime d'une terrible rafle punitive le 14 décembre 1943, ainsi que d'autres représailles lors des contre-attaques allemandes en février et juillet 1944.

Enfin, une halte est prévue au **monument aux ailes alliées de la prairie d'Echallon**, puis direction **Oyonnax**, dans la rue où les maquisards défilèrent le 11 novembre 1943. Un arrêt est prévu au cimetière où se trouvent la tombe d'Henri Romans-Petit, chef des maquis de l'Ain, et le monument aux morts.

La journée se terminera à **Dortan**, village martyr entièrement incendié le 21 juillet 1944 où la population civile fut regroupée dans le château et 15 résistants furent torturés.

Dimanche 18 octobre

Deux options pour cette dernière journée :

- Direction **Ambérieu-en-Bugey**, lieu de résistance active des cheminots où les sabotages furent particulièrement nombreux. Puis, arrêt à **Meximieux**, ville médaillée de la Résistance pour sa bataille à la veille de la Libération, fin août-début septembre 1944.

- Commémoration au **monument aux martyrs de la Résistance de Saint-Didier-de-Formans** édifié à la mémoire des 28 prisonniers extraits des geôles de Montluc à Lyon et fusillés en rase campagne au lieu-dit « Les Roussilles », sur la commune de Saint-Didier-de-Formans, le 16 juin 1944. L'historien Marc Bloch faisait partie des victimes. ●



Monument du Val d'Enfer à la mémoire des morts des maquis de l'Ain et du Haut-Jura à Cerdon.

Monument aux ailes alliées de la prairie d'Echallon.



Vue intérieure du Musée départemental d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de l'Ain et du Haut-Jura à Nantua.



Monument des déportés de l'Ain à Nantua.